

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaines du 25 au 29 novembre 2024

Fait marquant

Stellantis annonce la fermeture de son usine d'utilitaires à Luton

Stellantis a annoncé qu'il mettrait fin à sa production d'utilitaires à l'usine de Luton, au nord de Londres, qui emploie 1100 salariés et produit des utilitaires thermiques. Stellantis indique que son autre usine britannique, située à Ellesmere Port (centre-ouest de l'Angleterre), bénéficierait d'un investissement de 50M£ pour accueillir une partie de la production du site de Luton et devenir « un hub de production de véhicules utilitaires 100% électriques ». Certains emplois du site de Luton pourraient par ailleurs être transférés vers Ellesmere Port. Stellantis avait annoncé en juin qu'il pourrait fermer des usines au Royaume-Uni, citant notamment son insatisfaction vis-à-vis du ZEV Mandate, trajectoire d'électrification du parc automobile entrée en vigueur en janvier 2024, et du soutien public jugé insuffisant au marché des véhicules électriques.

Energie-climat

Le gouvernement propose d'étendre l'UK ETS au secteur maritime et au transport du CO2 dès 2026

L'[UK ETS Authority](#), l'autorité administrative réunissant les gouvernements des 4 nations du Royaume-Uni chargée d'administrer le marché carbone britannique UK ETS, a publié deux nouvelles consultations proposant des évolutions du UK ETS ainsi qu'une réponse à une précédente consultation.

La première propose d'étendre le marché carbone au transport maritime domestique à partir de 2026 et soumet à consultation diverses options en vue d'en définir les modalités.

La seconde propose plusieurs options pour la mise en place d'un cadre réglementaire permettant aux entreprises assujetties de déduire les émissions de CO2 capturées et transportées par la route, le rail ou le bateau (ce qui exclut dont les émissions de CO2

transportée par pipeline, couvertes par ailleurs) de leurs obligations de restitution de quotas.

Par ailleurs, l'autorité a également publié une première réponse, partielle, à ses deux consultations relatives à l'évolution des règles d'allocation des quotas gratuits : celle-ci vise s'assurer que les assujettis cessant leurs opérations ne puissent pas bénéficier de quotas gratuits dans leur dernière d'opération, à l'exception de ceux cessant leurs opérations pour mettre en place un projet de décarbonation.

Le think tank *Britain Remade* plaide pour une prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires

Le think tank [Britain Remade](#), militant pour la revitalisation de l'économie britannique, appelle le gouvernement à soutenir la prolongation de la durée de vie des deux centrales nucléaires de Heysham 2 et de Torness afin d'atteindre son objectif de décarboner complètement le système électrique d'ici 2030. Le think tank affirme que cette prolongation, conjuguée à la mise en service de la première unité de Hinckley Point C et le maintien en activité de Sizewell B (dont la fin de vie n'est à ce stade pas prévue avant 2035), permettrait de préserver une capacité de 5,3 GW de production d'électricité nucléaire, alors que le *National Energy System Operator* (NESO) projette une capacité de 4,1 GW nécessaire 2030.

Environnement

Le gouvernement lance une *taskforce* pour accélérer la plantation d'arbres

Le gouvernement a lancé une nouvelle [taskforce](#) pour superviser le programme de plantation d'arbres au Royaume-Uni, alors que plusieurs rapports de l'*Office for Environmental Protection*, de commissions parlementaires ou d'ONG alertent sur le risque de ne pas atteindre ses objectifs. Le gouvernement doit en effet planter 57 millions d'arbres d'ici 2030, dont 10 millions pour la seule année 2030. Cette nouvelle taskforce sera présidée par les ministres des 4 nations britanniques en charge des forêts. Sa création s'ajoute aux 400 M£ prévus dans le budget d'automne au cours des 2 prochaines années pour la plantation d'arbres et la restauration de tourbières en Angleterre.

Le gouvernement publie de nouvelles consignes de collecte et de tri des déchets pour l'Angleterre

Dans un [policy statement](#), le gouvernement a publié de nouvelles consignes de collecte et de tri des déchets ménagers dans le cadre du plan *Simpler Recycling*, alors que la législation prévoyait la possibilité d'imposer aux ménages jusqu'à 7 poubelles différentes. Désormais, les ménages anglais devront avoir par défaut 4 poubelles : une pour les ordures ménagères non recyclables, une pour les déchets organiques, une pour le carton et le papier, une pour les autres matières recyclables (plastique, métal, verre). Le

gouvernement impose également à toutes les autorités locales d'appliquer les mêmes consignes de tri, de façon à éviter des pratiques différentes selon les régions. Cette nouvelle politique vise à accroître le taux de recyclage en Angleterre, alors que celui-ci stagne autour de 45 % depuis 2015.

Transports

Une consultation aura lieu pour apporter des modifications au *Zero Emission Vehicles Mandate*

En réaction à la décision de Stellantis de fermer son usine de Luton, le *Business and Trade Secretary* Jonathan Reynolds a [déclaré](#) à la Chambre des Communes qu'il accélérerait le lancement d'une consultation pour déterminer les modalités dans lesquelles le gouvernement mettrait en œuvre son engagement de campagne à rétablir la date de 2030 pour la fin de vente des véhicules thermiques (l'échéance avait été repoussée à 2035 par le précédent gouvernement). La consultation sera donc lancée dans les prochaines semaines, et aura également pour objet de réformer le ZEV Mandate, jugé particulièrement coûteux par les constructeurs. Pour rappel, le ZEV Mandate, entré en vigueur au 1er janvier 2024 sous le précédent gouvernement, prescrit des quotas de véhicules zéro émission dans les ventes de chaque constructeur automobile (22% en 2024 et 80% en 2030, avec des objectifs annuels intermédiaires).

La ministre des Transports Louise Haigh annonce sa démission et sera remplacée par Heidi Alexander

Louise Haigh, jusqu'alors ministre des Transports, a annoncé sa [démission](#) le 29 novembre en raison de la révélation par la presse d'une condamnation pour fraude autour d'une fausse déclaration de vol d'un téléphone mobile professionnel en 2014. Heidi Alexander, jusqu'alors Secrétaire d'État auprès du ministre de la Justice, a été nommée pour lui succéder. Mme Alexander a notamment été adjointe au maire de Londres, en charge des Transports, de 2018 à 2022.

La loi permettant la nationalisation du transport passager ferroviaire a été adoptée et promulguée

Après son adoption par le parlement britannique, la *Passenger Railway Services Public Ownership Bill*, déposée par le gouvernement en juillet pour permettre la nationalisation du transport ferroviaire, a été promulguée le 28 novembre par Royal Assent ([Passenger Railway Services \(Public Ownership\) Act 2024](#)). Cette législation aura pour effet d'instaurer une « présomption en faveur » de l'exploitation des services de transport de passagers par le secteur public, alors que l'État n'a aujourd'hui vocation à intervenir que comme exploitant de dernier ressort si l'exploitation par le secteur privé est impossible. Les premiers contrats d'exploitation du transport passager venant à expiration (au 1^{er} avril 2025) et qui devraient être nationalisés sont ceux de Chiltern Railways et Chiltern Govia Thameslink Railway. Un autre texte législatif sera nécessaire pour créer l'opérateur public

Great British Railways, qui remplacera à terme l'opérateur public de dernier ressort actuellement géré par le Department for Transport qui gère déjà les lignes LNER, Northern, TransPennine Express et Southeastern

Industrie

Ford supprime 800 emplois au Royaume-Uni dans le cadre de son plan de restructuration européen

Ford a annoncé qu'il supprimerait 800 emplois dans les trois prochaines années au R-U, où il dispose de deux usines d'assemblage de moteurs et de sites logistiques et de R&D. Les suppressions d'emploi, qui correspondent à 15% de ses effectifs britanniques, s'inscrivent dans le cadre d'un plan de restructuration de l'activité européenne de Ford, qui se traduira par 4000 suppressions d'emplois en Europe.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr